

Ce qui se joue dans la restauration hydromorphologique et écologique de l'estuaire

Analyse de la comparaison des images produites avec les scientifiques par les acteurs
de l'estuaire rencontrés

Mars 2015

Sommaire

Introduction	1
1. Les enjeux de la restauration de l'estuaire dans le régime « public » : le souci d'une restauration <i>justifiée</i>	2
1-1. L'efficacité globale des actions de restauration	3
1-1-1. Enjeu 1 : Les objectifs de restauration et leur cohérence avec les moyens envisagés	3
1-1-2. Enjeu 2 : Le rapport à la nature qui se joue dans les choix techniques de restauration	5
1-2. Enjeu 3 : La pertinence de la restauration de l'estuaire vis-à-vis du contexte socioéconomique de long terme	7
1-3. Enjeu 4 : La « bonne » gouvernance attachée à la restauration de l'estuaire	9
2. Les enjeux de la restauration de l'estuaire dans le régime du « plan » : le souci d'une restauration faisable	11
2-1. Enjeu 5 : La faisabilité de la restauration de l'estuaire selon le contexte socioéconomique de long terme : les moyens financiers	11
2-2. Enjeu 6 : La faisabilité de la restauration de l'estuaire en terme de coordination des actions à conduire : les capacités organisationnelles	12
3. Le régime du proche : le souci d'une restauration préservant nos attachements familiaux à l'environnement - un point aveugle de la restauration de l'estuaire ? (enjeu 7)	12
Conclusion	14
Bibliographie	16

Introduction

La restauration de l'estuaire de la Seine constitue à l'évidence un objet d'action collective : nulle part n'existe un acteur en mesure, tant sur le plan de la décision politique que de l'action pratique, de procéder seul à cette restauration. Or, les sciences sociales, et plus particulièrement la sociologie pragmatique, nous apprennent que l'action collective nécessite que les acteurs ayant à y prendre part s'accordent sur le « sens commun » donné à l'action qu'il s'agit de conduire (N. Dodier, 1993) : l'action nécessite d'être rendue intelligible, que son sens soit compris, de telle sorte que les uns et les autres puissent s'y ajuster ou y participer. Ce « sens commun » aux acteurs mobilisables dans une action collective n'est pas toujours un acquis. Ce n'est en particulier pas le cas quand l'objet de l'action à conduire est entaché d'incertitude, controversé et appelle l'innovation – caractéristiques dont la restauration de l'estuaire de la Seine peut sans nul doute se prévaloir... Ainsi, le sens que donnent les uns et les autres à cette restauration, si tant est qu'elle soit pour eux un objectif, est susceptible d'être divers voire contrasté.

Dès lors, cette absence de sens commun donné à la restauration de l'estuaire de la Seine est susceptible de constituer un obstacle sérieux pour sa mise en œuvre. En effet, une action n'est jamais conduite *ex nihilo* : elle s'appuie toujours sur des repères préalablement établis - des idées et principes reconnus, des objectifs, des dispositifs techniques dont l'usage est connu, des éléments de langages spécialisés, etc. La sociologie pragmatique parle ainsi « d'engagement¹ » des acteurs dans une situation : pour agir, ils sont nécessairement « engagés », au sens où ils sont « pris » plus ou moins consciemment dans un ensemble d'associations entre éléments hétéroclites déjà là (idées et principes pour guider l'action, réseaux d'acteurs, objets...). Comment alors coordonner une action collective si les acteurs n'y sont pas engagés de la même manière – et adoptent donc des repères différents pour agir – et si l'engagement des uns n'est pas compris par les autres ? Aussi, pour clarifier le débat quant à la restauration de l'estuaire de la Seine et ainsi espérer faciliter une action collective à cet égard, il est essentiel de comprendre comment les acteurs intervenant à des titres divers dans la gestion de cet estuaire sont susceptibles de s'y engager : quels sont les motifs qui les animent, les objets qu'ils considèrent, les leviers sur lesquels ils comptent jouer, les attachements qu'ils espèrent préserver, etc. ?

Dans un ouvrage intitulé *L'action au pluriel*, L. Thévenot (2006) montre que les acteurs ont différentes formes d'engagement dans l'action, selon ce qui est en jeu à leurs yeux dans la situation considérée. Il est donc utile de cerner ce qui se joue dans la restauration de l'estuaire de la Seine pour les acteurs susceptibles d'y prendre part, de façon à faciliter leur engagement futur (notons que choisir de ne pas participer à l'action collective est, selon notre usage du terme « engagement », une manière d'être engagé dans la situation). En outre, cela permet de préciser l'objet même du projet PERCEES : quels sont les enjeux que les acteurs associent à la restauration de l'estuaire ? Dès lors, de quoi fait-on la prospective ? Sur quoi doivent porter les hypothèses contrastées qui fonderont les différents scénarios à construire ?

¹ Le terme d'engagement employé dans cette note ne doit pas être compris comme désignant un engagement moral à faire quelque chose (au sens d'une promesse), ni une orientation militante. Il désigne bien la façon dont tout acteur appréhende la situation dans laquelle il agit et s'y coordonne avec les autres.

Pour saisir ces enjeux, une quinzaine d'entretiens ont été conduits, au cours desquels il a été demandé à chacun de réagir à quatre images contrastées de l'estuaire restauré élaborées par les scientifiques lors de la première phase du projet PERCEES. Suscitant divers commentaires, jugements et analyses en termes d'ambitions poursuivies, de faisabilité ou de crédibilité, ou encore d'affinités avec la sensibilité des uns et des autres, ces images contrastées ont ainsi rempli une fonction de révélateur de ce qui se joue pour chacun dans la restauration de l'estuaire, et par conséquent des différentes manières dont chacun « s'engage » dans la discussion à son sujet. Pour rendre compte de cette diversité d'enjeux, on les présente ci-dessous selon les trois régimes d'engagement distingués par L. Thévenot, associés à trois types d'enjeux très différents : l'engagement « public » de la justification (où se jouent les fondements moraux et politiques devant guider l'action pour qu'elle soit bonne et juste), l'engagement de l'action « en plan » (où c'est la faisabilité de l'action, la crédibilité de son bon aboutissement qui importent) et enfin l'engagement dans le « proche » (où l'enjeu est la préservation des attachements intimes des uns et des autres à ce dont on discute).

1. Les enjeux de la restauration de l'estuaire dans le régime « public » : le souci d'une restauration *justifiée*

Un premier régime d'engagement des acteurs identifié par L. Thévenot est le régime « public », qui est celui où les acteurs s'engagent lorsqu'ils cherchent à justifier une action, ou au contraire lorsqu'ils s'efforcent de la critiquer en montrant qu'elle n'est pas juste ou défendable. Cette forme d'engagement se traduit concrètement aussi bien par des **disputes** (les actions des uns sont dénoncées comme injustes par les autres) que par des échanges visant la **recherche d'un accord** pour définir une action juste, **justifiable auprès d'un tiers, quel qu'il soit** (d'où la qualification de « public » pour ce type d'engagement). Ce qui est en jeu alors, c'est la justice ou la justesse de l'action : l'action conduite ou à conduire est-elle conforme au principe moral qui me semble devoir la guider pour que cela soit une « bonne » action ?

Or, L. Boltanski et L. Thévenot (1991), montrent que ces opérations de critiques et de justification auxquelles se livrent les acteurs peuvent être adossées à **une pluralité de principes, renvoyant chacun à une manière bien particulière d'appréhender les gens et les choses, de telle sorte qu'ils puissent être jugés selon le principe considéré**. Pour se disputer ou se mettre d'accord quant à ce qui est juste ou non, les acteurs se projettent dans des « mondes » qui diffèrent complètement selon le principe qu'ils retiennent comme pertinent pour juger de la situation (cf. encart n°1) : si ce qui importe est la performance écologique de la restauration de l'estuaire, alors celui-ci ne sera pas décrit dans les mêmes termes que s'il s'agit de conduire une restauration conforme à une certaine tradition locale et aux pratiques qu'on peut y associer. Quels sont donc les différents principes que les acteurs mobilisent pour concevoir une restauration de l'estuaire qui leur semble juste, et à quels enjeux concrets cela renvoie-t-il pour eux ?

Encart n°1 – Les six « mondes » de justification décrits par Boltanski et Thévenot (1991)

Pour illustrer leur modèle et sans prétendre être exhaustifs, L. Boltanski et L. Thévenot décrivent six « mondes », c'est-à-dire six manières de traduire la réalité toujours confuse, dans laquelle on est plongé, en une situation intelligible car ordonnable en référence au principe moral que l'on retient pour y porter un jugement. Ils ont été repérés empiriquement par ces deux auteurs, dans les discussions observables dans la société française et mobilisent des éléments de vocabulaire bien spécifiques :

- le monde « **industriel** », où le principe de référence pour porter un jugement est la *performance*, ce monde est peuplé de professionnels (« opérateurs », « experts »), « d'outils » et « d'instruments », instruit par la science, l'identification des « causes » et des « effets » au sein de « systèmes » qui « fonctionnent » ;
- le monde « **marchand** », régi par le principe de la *concurrence*, donnant à voir ses « vendeurs » et « acheteurs », ses « biens » et ses « prix » ajustés au sein du « marché »
- le monde « **civique** », où il s'agit de juger en fonction de leur contribution à *l'intérêt général* les citoyens et leurs représentants élus, les actions collectives conduites en leur nom, jugement instruit par le droit et le respect des procédures ;
- le monde de « **l'opinion** », où la grandeur des choses (marques, images) et des gens (personnalités) se mesure à leur *renommée* ;
- le monde « **domestique** », où la *tradition*, le respect des us et coutumes et de la hiérarchie prévaut pour juger de ce qui est juste et où l'on appréhende les personnes selon leur importance hiérarchique ou familiale (chef, père, parrain, ...) et les choses en ce qu'elles incarnent la tradition (le terroir, l'âme du foyer, les usages et convenances, ...) ;
- le monde « **inspiré** », marqué par l'art, la création, où ce qui est juste et grand est ce qui renvoie à la *grâce*, l'inspiration ou la beauté.

L'intérêt des travaux de L. Boltanski et L. Thévenot est de montrer qu'il y a toujours une incertitude quant au choix que vont opérer les acteurs pour se projeter dans un monde plutôt qu'un autre afin de coordonner leurs jugements sur l'action qui convient. Un ingénieur peut ne pas se situer dans le « monde industriel », tandis qu'un artiste peut porter des jugements hors du « monde inspiré » : selon la manière dont il appréhende la situation et les actions discutées, il pourra mobiliser tel ou tel principe moral pour en juger et se considérer lui-même sous différentes facettes (l'ingénieur est aussi un citoyen soucieux de l'intérêt général, l'artiste un offreur évoluant sur le marché de l'art, etc.).

Suite à ces travaux, certains auteurs se sont efforcés de repérer l'émergence contemporaine d'autres « mondes », parmi lesquels figure le monde « **écologique** » (Lafaye et Thévenot 1993, Latour 1995) : il se caractérise par le fait d'inclure dans ce qui fonde la dignité humaine l'existence d'un monde vivant et diversifié, et ce qui y est juste et grand consiste à faire preuve de retenue vis-à-vis de cette diversité pour mieux la respecter, quitte à freiner des intérêts humains pour mieux respecter des éléments non humains.

1-1. L'efficacité globale des actions de restauration

Pour l'ensemble des acteurs rencontrés, le principe le plus communément mobilisé pour juger du caractère justifiable des images contrastées de restauration qui leur sont soumises, est l'efficacité : assez naturellement, une bonne restauration écologique de l'estuaire est d'abord une restauration qui est susceptible d'atteindre un certain degré de performance écologique, et ce à l'échelle de l'ensemble de l'estuaire. La discussion sur les mérites comparés des différentes images construites avec les scientifiques se situe donc très fréquemment dans le monde « industriel », où c'est la cohérence entre les objectifs poursuivis et les moyens envisagés, entre les causes actionnées et les effets recherchés, qui est au cœur du débat.

1-1-1. Enjeu 1 : Les objectifs de restauration et leur cohérence avec les logiques d'action envisagées

Si l'ensemble de nos interlocuteurs considère ainsi qu'un enjeu fondamental pour juger de la restauration de l'estuaire est son efficacité écologique, tous n'ont pas nécessairement la même acception de celle-ci et nombreux sont ceux qui soulignent qu'une restauration efficace

écologiquement n'est pas définissable de manière simple ni univoque, tout simplement parce que **les objectifs par rapport auxquels mesurer cette efficacité** ne le sont pas non plus.

En termes de cible et d'indicateur d'efficacité, faut-il par exemple retenir plutôt le lit mineur ou le lit majeur, l'ichtyofaune, ou l'avifaune ? Plus largement, l'approche générale doit-elle favoriser la patrimonialité écologique (au travers de la conservation des espèces et habitats remarquables) ou la fonctionnalité des écosystèmes de l'estuaire, ainsi que leur typicité en tant qu'écosystème estuariens ?

« Entre [impressionniste] et [pointilliste] on est dans le débat : est-ce qu'on laisse les choses plus naturelles au risque de perdre des espèces ou des habitats qui faisaient le patrimoine ? »

Certains considèrent notamment que les objectifs écologiques poursuivis doivent également tenir compte des objectifs poursuivis par l'action publique, esquissant ainsi un compromis « civique-industriel » pour juger de l'efficacité de la restauration de l'estuaire : l'estuaire « cubiste », par exemple, peut être jugé négativement sur le plan de son efficacité car considéré comme trop aménagiste pour être conforme aux finalités actuelles de l'action publique en matière de continuités écologiques.

Par ailleurs, la cohérence des logiques de restauration mis en scène dans les images contrastées soumises à la discussion (mise en œuvre globale ou distribuée, logique technique interventionniste ou non, ...) avec l'objectif écologique n'est pas non plus jugée de la même manière selon les interlocuteurs. Pour juger de cette cohérence, un indicateur récurrent semble assez partagé : il s'agit de la surface des opérations de restauration écologique et des réouvertures latérales. Cependant, la question de savoir quel sont les seuils minimaux de surfaces (cumulés ou unitaires) à atteindre pour garantir une efficacité écologique globale à l'échelle de l'estuaire reste ouverte².

« Ca pose la question des seuils de surface d'intervention. Est-ce qu'il y a des surfaces critiques ? »

« Tout ne peut pas être fait à petite échelle. Il y a des tailles minimales. »

Surtout, il s'avère que ce critère n'induit pas les mêmes jugements sur les images contrastées selon les interlocuteurs rencontrés, raisons d'appréciations différentes des garanties que donnent à cet égard les logiques d'action retenues. Ceci renvoie directement à une dimension de contraste fondant les images construites avec les scientifiques : pour certains interlocuteurs, les images mettant en scène une logique de restauration d'emblée mise en œuvre à une large échelle (les estuaires « cubistes » et « romantiques ») offrent d'avantage de garanties à cet égard (sous réserve de leur faisabilité financière et politique, cf. 2), contrairement aux estuaires « impressionnistes » et « pointillistes », dont l'approche plus distribuée et locale est jugée plus risquée, nécessitant pour être efficaces une gouvernance estimée difficile à mettre en place.

² Nos images sont probablement pour partie responsables de l'émergence de ce critère car un des axes de contraste concernait la taille des surfaces restaurées et car des surfaces de vasières étaient proposées. D'autres images auraient pu induire d'autres critères de jugement. Il n'en reste pas moins que celui-ci a fait débat et est donc intéressant en soit pour alimenter les discussions.

« Pour des fonctionnalités d'un estuaire, des petites parties comme ça, ça ne vaut rien. Des petites rustines. »

« Peut-être qu'un [estuaire cubiste] donnera une qualité fonctionnelle plus intéressante que la somme d'expérimentations. »

Pour d'autres au contraire, ces images construites à partir de grands espaces d'intervention sont entachées d'un risque d'inefficacité – le « cubiste » étant considéré comme imprégné d'une logique technique « du passé », inadaptée aux processus écologiques, tandis que le « romantique » est parfois questionné sur la capacité de l'estuaire à « fonctionner » tout seul alors que certains seuils d'artificialisation ont été passés. Les estuaires « impressionnistes » et « pointillistes » leur sont alors préférés en raison d'une approche plus distribuée, pas-à-pas et donc davantage fondée sur l'expérimentation et l'ajustement progressif.

« Je pense que [pointilliste] et [impressionniste] sont plus réalisables, car ils opèrent par petites touches »

Au total, il ressort bien que l'efficacité globale de la restauration de l'estuaire est un enjeu sur lequel se concentre le jugement des acteurs pour s'engager sur ce sujet : il s'agit là d'un enjeu évidemment central pour tous. Cependant, cet enjeu commun n'induit pas pour autant un référentiel de jugement partagé : si tous se réfèrent au principe d'efficacité – plaçant ainsi la discussion dans le monde « industriel » – tous n'adoptent pas la même manière de mesurer celle-ci : selon les objectifs à retenir en matière de restauration (certains estimant ici que des éléments du monde « civique » doivent être convoqués dans le débat), selon la cohérence supposée par les uns ou les autres de la logique d'action adoptée avec les objectifs retenus.

1-1-2. Enjeu 2 : Le rapport à la nature qui se joue dans les choix techniques de restauration

Les débats venant d'être relatés, tous situés dans le monde « industriel », référés à la performance de la restauration écologique de l'estuaire mais présentant de fortes différences d'appréciation selon les interlocuteurs sur les images qui leur sont soumises, renvoient également à différentes conceptions du rapport homme/nature qui conditionnent la manière dont on pense l'efficacité écologique de la restauration, et plus largement « le progrès ».

Ces différentes conceptions renvoient cette fois à l'autre dimension de contraste des images construites avec les scientifiques, portant sur le « type d'énergie » dédiée à la restauration (humaine Vs naturelle). Ce sont les images « cubistes » et « romantiques », sans doute en raison du caractère « massif » que leur donne la globalité des approches techniques dont elles sont imprégnées, qui concentrent la controverse en la matière.

« [l'estuaire cubiste] est très typique d'une idéologie où l'homme est au centre. »

« Le [romantique] défend un estuaire de grande naturalité et fonctionnalité. Mais où est l'homme ? »

Ainsi, l'image « cubiste » peut être jugée très positivement relativement aux autres, en raison de son **caractère maîtrisé**, et par conséquent **planifiable** – certains allant jusqu'à considérer que cette image indique la seule voie possible, car inscrite dans une vision de « **progrès** » alliant efficacité écologique et amélioration de la sécurité humaine, compatible avec le

développement économique et permettant à l'homme de façonner les paysages (l'estuaire « pointilliste » étant également apprécié en ce sens).

« [...] c'est le cubiste qu'il faut viser. Les autres images, on ne sait pas en quoi on va influencer les fonctions de l'estuaire, ce qui donne un avantage au cubiste, on maîtrise. »

L'image « romantique » peut au contraire être jugée très négativement, faisant office de « repoussoir » dans la discussion. Cette image, où les processus naturels tiennent le premier rôle dans le fonctionnement global de l'estuaire, est considérée par certains acteurs comme **régressive**, contre le progrès et contre l'homme, **incontrôlable** et forcément lié à l'avènement d'une catastrophe ayant forcé celui-ci à laisser la nature reprendre la main.

« L'impression que cette image [romantique] me donne c'est carrément l'abandon. »

« A la lecture de l'image estuaire [romantique], on a l'impression que l'homme n'a plus de place. Je vois Tchernobyl. »

« Le romantique c'est l'approche de la deep ecology. On laisse le milieu fonctionner et les hommes se replient. »

« [Le romantique] ressemble à la carte de 1850. »

Pour d'autres acteurs cependant, c'est bien l'image « cubiste » qui est jugée la plus négativement, régressive et passéiste, attachée à « une ingénierie des années 1970, voire du 19^{ème} siècle ». Elle leur semble pour cette raison risquée, car marquée par l'illusion de la maîtrise face à la complexité et l'incertitude des processus écologiques.

« Le cubiste est une image de l'homme tout puissant par la technique, comme si l'action humaine allait pouvoir tout restaurer. »

Par contre, certains acteurs jugent bien plus positivement l'estuaire « romantique » : même si ayant conscience des oppositions qu'il peut susciter ils le jugent difficile à porter politiquement (cf. infra), ils le considèrent comme une cible idéale à se fixer pour penser la restauration, comme une « utopie », voire un « rêve ».

« Cette image [romantique] correspond à un idéal car c'est un estuaire plus fonctionnel, mais c'est un estuaire de rêve. »

Ce clivage renvoie aux deux visions opposées de la nature qui, selon Catherine et Raphaël Larrère (1997), imprègnent la pensée occidentale moderne : l'une où la nature est un support passif des réalisations humaines, par rapport à laquelle l'homme se situe dans un rapport de maîtrise voire de démiurge ; l'autre, où la nature est active, fonctionnant par elle-même, étrangère à l'homme et devant au contraire être préservée de son influence. Bien que de nombreuses pratiques de gestion environnementale transcendent ce clivage, en participant aux processus naturels sans s'y substituer pour les orienter plutôt que les maîtriser, on peut penser qu'il continue de structurer les débats et les représentations des uns et des autres en matière de gestion de espaces naturels. Ces représentations conditionnent la manière dont est conçue l'efficacité de l'intervention technique, au sein du « monde » industriel : pour certains, celle-ci passe par une **maîtrise de la nature, au service d'un objectif de « progrès »**, valorisant

l'énergie humaine et l'avenir au détriment du passé ; pour d'autres, l'efficacité n'est pas garantie par une telle approche qualifiée de « techniciste » et c'est bien **la restauration de processus naturels, dont l'énergie intrinsèque soutient la restauration**, qui doit être visée.

Mais ce clivage relatif aux conceptions des rapports homme/nature dépasse les seuls débats techniques et déborde parfois au-delà du monde « industriel » dans les discours recueillis. En effet, si la notion de progrès, la foi en la technique, la valorisation de l'avenir au détriment du passé, l'idée que la nature doit être « utile » pour l'homme, s'inscrivent de plein pied dans le référentiel politique du « monde » industriel décrit par L. Boltanski et L. Thévenot, elle s'articule aussi fréquemment avec des éléments du monde « domestique » pour que soit critiquée, surtout dans l'estuaire « romantique », l'absence (supposée, plus qu'intrinsèque à l'image considérée) d'une population locale, d'habitants, forcés de se replier pour laisser la nature prendre leur place.

« L'estuaire [romantique] sans activité humaine ne me paraît pas normal, j'ai du mal à imaginer la nature sans l'homme. »

Par ailleurs, si la vision d'une nature active par elle-même peut renouveler la pensée technique au sein du monde industriel, elle peut aussi imprégner chez certains interlocuteurs un discours allant au-delà d'un souci de performance pour toucher à un souci éthique vis-à-vis de la nature : il s'agit, à travers l'image d'un estuaire « romantique », de se rapprocher d'un rapport « plus intelligent » à la nature, où l'homme se considère comme faisant partie de la nature et apprend à co-évoluer avec elle, laissant davantage de place qu'actuellement aux éléments non humains, aux processus naturels. Cette attention portée à une nature active à découvrir, et cette retenue à son égard, est au cœur du monde « écologique ».

« Philosophiquement, ça me plairait que l'homme puisse se dire qu'on n'est pas plus fort, qu'on peut laisser des espaces de liberté véritables, sans mettre en péril notre qualité de vie. »

1-2. Enjeu 3 : La pertinence de la restauration de l'estuaire vis-à-vis du contexte socioéconomique de long terme

La référence à l'efficacité de la restauration, pour porter des jugements inscrits dans le monde « industriel » sur les images contrastées construites avec les scientifiques, conduit parfois nos interlocuteurs à élargir leur analyse au-delà du seul fonctionnement écologique de l'estuaire et des options de gestion en la matière, pour évoquer le contexte socioéconomique de long terme, **par construction resté un point aveugle de ces images**. Si cet élargissement est fréquemment opéré pour questionner la faisabilité et le réalisme de l'image considérée (questionnement inscrit dans le régime du « plan », cf. 2), il peut également l'être pour juger de la pertinence de la restauration, dans le régime public : la restauration mise en scène dans l'image considérée se justifie-t-elle, si l'on considère les besoins de la société dans laquelle l'estuaire s'inscrit ?

« Je pense que quand on laisse tout faire [impressionniste et romantique] c'est un peu de la décroissance, c'est donc une vision uniquement écologique alors qu'on vit en société, il faut que chacun trouve sa place. »

« Entre votre projet et les projets de l'axe Seine, c'est le grand écart. [...] On est à l'opposé de tout ça avec l'axe Seine, le développement économique. »

Dans les entretiens réalisés, cet enjeu de pertinence de la restauration vis-à-vis de son contexte socioéconomique est révélé de manière marquée par la mise en discussion de l'estuaire « romantique ». Outre qu'il peut rebuter directement par la vision de la nature qu'il incarne et des rapports homme-nature qu'il suppose (cf. ci-dessus), il peut aussi parfois être considéré, y compris par ceux qui adhèrent à sa logique technique et à son éthique de la nature, comme peu justifiable et par conséquent politiquement difficile à porter, en raison d'une incompatibilité supposée avec une logique de développement territorial axée sur la croissance économique.

« Ce scénario [romantique] me paraît utopique par rapport à ce qu'il engendrerait comme remise en cause à la fois par rapport à l'existant et par rapport aux politiques économiques de développement. »

« Si c'est ça, que ce n'est pas une volonté de restauration, mais un abandon économique, à ce moment là c'est terrible. On va dire que la restauration écologique de l'estuaire est très liée à l'effondrement économique de la région et ... peut être, mais c'est pas dans l'air du temps. On est encore dans la croissance. Là on va se faire huer par rapport aux partenaires. Les gens ne vont plus dire : 'c'est irréaliste', mais ils vont dire : 'c'est salaud' »

« ça supposerait qu'on soit dans un autre système économique, moins énergivore, moins de gigantisme, moins d'échanges ou en tout cas à moins longue distance, de nouvelles activités portuaires... Qu'est-ce que ça donnerait comme type d'économie ? »

Mettant en scène une stratégie de « repli » spatial sur certains secteurs, impliquant un retrait de certaines activités voire de populations, il apparaît ainsi excessivement en tension avec une forme d'intérêt général très partagée et au cœur du monde « industriel » : la recherche d'une plus grande prospérité économique, de meilleures conditions matérielles de vie et de confort, d'une sécurité mieux assurée et, bien sûr, de l'emploi. Cette projection de l'image « romantique » dans un contexte marqué par cette logique tendancielle de développement explique largement, au-delà des débats sur son efficacité en termes de logique technique de restauration, le jugement globalement négatif dont il fait l'objet : même les acteurs soulignant que sa logique fondamentale leur plaît assortissent aussitôt ce jugement positif d'un « mais » portant sur ce manque de pertinence dans un tel contexte socioéconomique. Tous considèrent ainsi qu'une telle logique de restauration ne pourrait faire l'objet d'un choix politique délibéré sur le territoire. Elle ne pourrait en réalité qu'être subie, consécutive d'une catastrophe naturelle de très grande ampleur (crues majeures supprimant les digues) et/ou économique (grave crise provoquant ce « repli » des activités sur l'estuaire).

« Pour l'estuaire [romantique], il ne s'agit pas d'un choix de société mais d'un choix par défaut : guerre, catastrophe naturelle ou autre. L'homme s'adapte. »

Cependant, la discussion lors de certains entretiens montre que le jugement sur cet enjeu peut justement s'inverser dès lors que l'interlocuteur est conduit à considérer un contexte socioéconomique marqué, à long terme, par l'absence prolongée (à l'échelle de plusieurs décennies) de croissance soutenue et, dès lors, par l'émergence de logiques de développement

territorial non orientées vers un horizon de « retour de la croissance ». Dans ce cas, l'estuaire « romantique » peut au contraire être considéré, en tant qu'estuaire restauré, comme finalement le plus pertinent dans une telle situation, les services écosystémiques qu'il maximiserait étant jugés particulièrement adaptés : production de ressources alimentaires locales pouvant alimenter une économie de subsistance, offre d'un cadre de vie et de « dépaysement » à une population manquant désormais de ressources pour des destinations touristiques lointaines, pratiques de cueillettes et de chasses plus ou moins collectives... le tout pouvant jouer un rôle d'amortisseur social en situation de crise prolongée. Ce jugement positif reste néanmoins, on le voit, attaché à l'idée de crise, voire de catastrophe, touchant le tissu socioéconomique de l'estuaire.

Bien qu'il soit révélé essentiellement par la discussion sur l'estuaire « romantique », ce questionnement sur la pertinence de la restauration écologique à conduire vis-à-vis du contexte socioéconomique de l'estuaire peut être généralisé. Les différents services rendus par un écosystème restauré peuvent ne pas être les mêmes selon la logique de restauration adoptée, et ne pas être pondérés de la même manière – les choix à opérer en la matière dépendent alors du contexte socioéconomique que l'on projette à long terme, puisque c'est de lui dont dépend l'adéquation des services écosystémiques valorisés par la restauration aux demandes sociales présentes.

1-3. Enjeu 4 : La « bonne » gouvernance attachée à la restauration de l'estuaire

Aux côtés du principe de performance de la restauration, lié à l'ensemble des débats et enjeux qui viennent d'être distingués, d'autres grandeurs morales peuvent être convoquées par nos interlocuteurs pour inclure dans la discussion un autre enjeu : la gouvernance qui accompagne nécessairement la restauration de l'estuaire. Si celle-ci peut être considérée comme un enjeu de faisabilité dans le régime du « plan » (cf. 2), elle peut aussi faire l'objet d'un jugement dans le régime public, selon qu'elle répond ou non à la conception politique qu'a chacun de ce qu'est une « bonne » organisation de l'action publique.

Certaines images (notamment les estuaires « romantique » et « cubiste ») peuvent ainsi être rejetées avec virulence, en raison de leur échelle de mise en œuvre, impliquant selon nos interlocuteurs une gouvernance centralisée, voire technocratique (en particulier pour l'image « cubiste »). Une autre forme de rejet peut par ailleurs concerner non pas les images elles-mêmes, mais la démarche adoptée pour les conduire, du fait sans doute qu'elles ont été élaborées « en chambre », par des experts scientifiques : leur conception est alors considérée comme « en surplomb », faisant fit de la « population locale » et des « gens de terrain » dont dépendrait pourtant la restauration. Dans les deux cas, c'est bien le manque de participation citoyenne et/ou l'éloignement du « terrain » et de ses réalités, qui sont ici critiqués.

Deux grandeurs politiques coexistent ici dans les discours recueillis. La grandeur « civique » est explicitement mise en avant, pour valoriser la participation des citoyens et des habitants à la restauration de l'estuaire et, plus largement, à l'action collective, à la vie publique – l'un des interlocuteurs soulignant par exemple qu'il ne s'agit pas seulement d'évoquer la gouvernance de l'estuaire, mais bien de parler de **démocratie**, tandis qu'un autre dit préférer les images offrant l'opportunité à chacun de « **participer** » à la gestion de son cadre de vie. Cette composante « civique » dans le jugement de certains acteurs sur les images soumises à leur analyse les conduit alors à valoriser les images « pointillistes » et « impressionnistes », au détriment des deux autres.

Mais la grandeur « domestique » est également présente, les « habitants » ou la « population locale » étant mis en avant plus naturellement que le simple « citoyen » : la participation visée implique bien ceux qui sont de l'estuaire, d'ici.

« Même en tant que citoyen, j'ai besoin d'être acteur de quelque chose et donc j'ai besoin de gestion plus locale, plus proche des réalités de terrain. »

« C'est les acteurs du terrain qui vont faire en sorte que ça marche ou pas. »

« L'amélioration des milieux ne peut se faire de façon pérenne que si on va vers ce genre de fonctionnement, aller vers les gens sur le terrain, beaucoup plus qu'avec les gens qui sont dans des bureaux d'études et qui définissent des schémas d'aménagement. »

À cet égard, si le technocratisme supposée de l'image « cubiste » peut être souligné dans ce registre, le « romantique » n'est pas non plus à l'abri des critiques, lorsqu'il est considéré comme incarnant un rêve « d'écolos des villes » ignorant ce qu'est la vie « à la campagne », ou comme totalement en rupture avec « l'histoire » des lieux.

Ces considérations n'étant jamais déconnectées du souci de l'efficacité de la restauration, détaillé ci-dessus, on voit ainsi dans les discours de plusieurs acteurs rencontrés se construire un compromis entre les mondes « industriel », « civique » et « domestique », s'efforçant de concilier l'efficacité écologique avec la participation des citoyens, loin de tout technocratisme, dans le respect de ses habitants et de son identité héritée de l'histoire. La présence récurrente de ce compromis « industriel-civique-domestique » dans les discours recueillis ne doit pas étonner : selon O. Godard (2004), il caractérise (avec en sus une composante marchande peu perceptible ici) la recherche d'une gestion « patrimoniale » de la nature, dotée d'une forte composante communautaire (il s'agit de gérer un « bien commun ») mais dans le cadre de procédures démocratiques, sans perdre de vue des formes d'intérêt général dépassant les intérêts de la seule communauté concernée ni les éclairages apportés par l'expertise scientifique. Ce référentiel politique composite, que l'on recense ici dans certains des discours recueillis, imprègne largement certaines politiques environnementales, notamment les politiques de l'eau marquées par des procédures subsidiaires et des instances délibératives censées incarner des « communautés d'usages » (commissions locales de l'eau, comités de bassins, ...) – on a d'ailleurs pu montrer que le système des agences de l'eau s'inscrivait, dans ses fondements comme dans son fonctionnement, dans ce référentiel « industriel-civique-domestique » (J-B. Narcy, 2004). Ce référentiel, conduisant à dévaloriser des modes de gouvernance « descendant » au profit de la délibération et la participation locale, est cependant en tension avec d'autres, privilégiant des formes de planification plus descendantes, au motif notamment de la nécessité de tenir les engagements réglementaires, de conduire une action publique efficace et dans les délais.

Au total, il ressort clairement que la gouvernance est loin de se réduire à un enjeu organisationnel pour conduire « au mieux » la restauration de l'estuaire de la Seine. Il s'agit aussi d'un enjeu éminemment politique, renvoyant à des principes et conceptions non nécessairement partagés par tous les acteurs de l'estuaire et participant de la légitimité de l'entreprise de restauration écologique.

2. Les enjeux de la restauration de l'estuaire dans le régime du « plan » : le souci d'une restauration faisable

Un second régime d'engagement des acteurs identifié par L. Thévenot est le régime « en plan ». Cette fois, ce qui prévaut dans l'engagement de l'acteur est la défense de ses intérêts et de l'aboutissement de ses projets, l'exercice de sa volonté et de son autonomie. Il ne s'agit plus de savoir si l'action conduite est justifiable, mais de garantir son aboutissement, et la bonne adéquation des moyens retenus pour cela. En somme, la coordination entre acteurs ne vise pas ici une commune appréciation de ce qui est juste ou non, comme dans le régime précédent, mais s'inscrit dans un exercice de planification, ou plus largement d'organisation, garantissant la réalisation de l'action. C'est donc à des enjeux de faisabilité de la restauration (et non plus des enjeux moraux ou politiques) que s'intéressent les acteurs lorsqu'ils s'engagent dans ce second régime.

2-1. Enjeu 5 : La faisabilité de la restauration de l'estuaire selon le contexte socioéconomique de long terme : les moyens financiers

Mobilisé dans le régime public pour juger de la pertinence de la restauration écologique, le contexte socioéconomique peut également l'être dans le régime « en plan », mais cette fois dans une perspective toute différente. Ainsi, que l'on juge, dans le principe, la restauration de l'estuaire politiquement pertinente dans un contexte socioéconomique donné (cf. 1-3.), on peut douter de sa faisabilité sur le plan des ressources mobilisables dans un tel contexte. Les entretiens mettent en particulier en avant la question des ressources financières :

« Forcément, à un moment, la question des coûts est un élément qui peut devenir rédhibitoire. »

« Là où je m'inquiète, c'est est-ce que l'Etat aura les moyens ? Personne ne dit on met X millions d'euros. »

« Ce n'est pas la peine d'imaginer des systèmes qu'on ne sera pas capables de financer. »

C'est cette fois l'image de l'estuaire « cubiste » qui concentre le plus les critiques en la matière : escompté coûteux, en investissement comme en fonctionnement, il est fréquemment jugé peu réaliste dans un contexte projeté à long terme de manière tendancielle, c'est-à-dire marqué par une faible croissance et une logique de restriction de la dépense publique – certains estimant que sa logique technique, de type « grand travaux », va nécessairement de pair avec une forte croissance, par analogie avec les « trente glorieuses » (même s'il serait possible de leur objecter qu'une politique keynésienne de relance par les grands travaux pourrait aussi trouver sa place dans un contexte de crise économique).

« Le cubiste est un scénario qui coûte une fortune, il est très dispendieux »

L'estuaire romantique s'attire également le même type de critique, étant parfois également jugé très cher dans sa mise en œuvre initiale. L'estuaire « pointilliste », projeté dans ce même contexte socioéconomique tendanciel, fait également l'objet de quelques doutes en termes de faisabilité : plusieurs interlocuteurs estiment ainsi qu'une orientation de la restauration vers cette image aurait toute chance de finalement aboutir dans les faits à un estuaire

« impressionniste », c'est-à-dire dénué d'interventions récurrentes sur les sites restaurés non par choix mais faute de ressources humaines et financières...

« [L'estuaire impressionniste] pourrait s'expliquer par le fait que l'on ait de moins en moins de moyens pour la biodiversité. »

Tout comme pour la pertinence vis-à-vis des besoins et demandes sociales du territoire – mais en induisant des appréciations bien différentes – la faisabilité de la restauration de l'estuaire nécessite de prendre en compte son contexte socioéconomique, lui-même entaché à long terme d'incertitudes. Souvent implicite dans les discours recueillis, c'est bien cette anticipation d'un certain contexte socioéconomique qui se joue, sous contrainte de faisabilité, dans les choix possibles de restauration de l'estuaire, aux côtés des autres enjeux.

2-2. Enjeu 6 : La faisabilité de la restauration de l'estuaire en terme de coordination des actions à conduire : les capacités organisationnelles

De la même manière, le thème de la gouvernance devant accompagner la restauration écologique de l'estuaire peut être évoqué par les acteurs rencontrés non pas seulement pour estimer la légitimité ou la grandeur politique de telle ou telle image discutée (cf. 1-4.), mais aussi pour asseoir des appréciations relatives à sa faisabilité.

Il est frappant que cet enjeu, très fréquemment évoqué dans les entretiens, fasse l'objet d'appréciations particulièrement diverses. Pour les uns, le thème de la gouvernance permet de valoriser l'estuaire « cubiste », puisqu'il évoque chez ces interlocuteurs une gouvernance relativement **simple**, structurée autour de grands opérateurs – schéma justement considéré par d'autres comme peu réaliste, **simpliste** plutôt que simple dans l'évolution de l'action publique contemporaine et compte tenu de la complexité institutionnelle qui caractérise l'estuaire de la Seine.

« [pour le cubiste], la dimension des aménagements suggère d'importantes difficultés en matière de gouvernance. »

Il est intéressant de souligner qu'en passant d'un enjeu de légitimité à un enjeu de faisabilité, le thème de la gouvernance peut être mobilisé pour asseoir une appréciation exactement inverse. Ainsi, les images « pointillistes » et « impressionnistes », parfois valorisées en tant que plus locales et participatives, peuvent cette fois être au contraire critiquées car supposées plus complexes à organiser : le mode de gouvernance qu'elles seraient susceptibles d'induire peut tour à tour les valoriser ou les dévaluer selon que l'interlocuteur s'engage sur le terrain de leur légitimité ou de leur faisabilité.

3. Le régime du proche : le souci d'une restauration préservant nos attachements familiers à l'environnement - un point aveugle de la restauration de l'estuaire ? (enjeu 7)

Enfin, L. Thévenot distingue une dernière forme d'engagement, dans le proche, ou le familier. Pour celui qui s'engage dans une situation, l'enjeu est ici de préserver son bien être, son « aise », dans la sphère la plus familière, la plus intime de son existence. La coordination nécessaire à son engagement dans la situation peut alors être très restreinte, réduite par exemple aux objets qui l'entourent et assurent son confort, ou tout au plus étendue jusqu'à son

entourage, avec lequel il entretient des relations familiales, d'amitiés ou amoureuses. Le bien-être qu'il s'agit ici de préserver, ou les souffrances que l'on cherche à apaiser, peuvent ne pas facilement être mis en mots, rendus accessibles à une mise en commun avec autrui. Le langage « non verbal » est très présent et la parole éventuelle, à moins d'être de l'ordre de la confiance en situation de confiance, plus rare et difficile.

Parce qu'il relève plus de la confiance que de l'analyse argumentée, autour de laquelle l'essentiel des entretiens étaient construits, ce régime d'engagement s'est avéré difficile à saisir au cours des entretiens conduits. Pour autant, deux constats peuvent être dégagés :

- le premier est que c'est sans conteste l'estuaire « romantique » qui suscite la plupart des engagements recensés dans ce régime. Son caractère à la fois sauvage et en rupture par rapport à la situation présente explique que plusieurs interlocuteurs soulignent qu'il constitue l'image la plus à même de les faire « rêver » ou avec laquelle ils se sentent le plus d'affinités personnelles – ces appréciations étant très vite dans les discours écourtées, et tempérées, par les jugements moins favorables émis dans les régimes public (légitimité) ou en plan (faisabilité).

*« [Le romantique] c'est "demain dès l'aube à l'heure où blanchit la campagne..."
Mais je ne veux pas être passéiste, il ne faut pas idéaliser le passé. »*

« Si on fait abstraction d'un certain nombre de contraintes, celui qui est le plus sauvage, c'est celui qui fait le plus rêver. »

Le « cubiste » fait lui aussi parfois réagir dans ce régime du « proche », pour exprimer un malaise, une difficulté à se projeter dans un tel estuaire parfois qualifié « d'étouffant », trop maîtrisé pour être vraiment vivable ;

« J'ai une haine du cubiste, c'est un monde où tout a sa place, c'est trop corseté. »

« Le [cubiste] est flippant, tu ne laisses plus de place à la nature. »

- le second est que certains interlocuteurs refusent explicitement de s'avancer sur des appréciations au sein de ce régime, exprimant l'idée que les affinités personnelles, la part de rêve ou de beauté que contient telle ou telle image à leurs yeux, ne doit pas rentrer en ligne de compte dans sa mise en discussion.

« Je ne rêve pas. », « je ne suis pas un rêveur »

Au total, il semble ainsi que ce régime d'engagement n'ait en quelque sorte pas droit de cité dans les débats qu'occasionne la restauration de l'estuaire de la Seine. Il suscite visiblement la crainte de perdre en crédibilité, de ne pas apparaître comme un interlocuteur sérieux en mettant en avant des attachements personnels (les siens ou ceux des autres), forcément subjectifs et cadrant mal avec le référentiel politique le plus prégnant dans les échanges : le monde « industriel », nourri de connaissances se voulant « objectives » et où la figure de l'expert est centrale.

Pourtant, il faut souligner ici que l'environnement (avec les politiques publiques qui s'y rapportent) a partie liée avec cette forme d'engagement dans le proche, dans son sens littéral : *il s'agit de l'ensemble des éléments, le cas échéant naturels, avec lequel chacun entretient des*

relations familiales qui constituent son « cadre de vie », et forment parfois des attachements auxquels il tient très fortement. C. Bouteloup (2008) et C. Bouni et al. (2009) ont montré par exemple, à propos des dommages causés par les marées noires, combien celles-ci pouvaient atteindre les relations intimes entretenus par les habitants des côtes touchées avec leur environnement, causant à leurs yeux des blessures irréparables dans leur intimité (au point que certains puissent parler de « viol » ou décident, après de tels événements, de déménager). Par son caractère intime et familial, cette forme d'engagement peut sembler de premier abord éloignée de la sphère des politiques publiques – en réalité, il s'avère dans les travaux tels que ceux qui viennent d'être cités, qu'elle gagne à y être identifiée. En matière d'environnement, elle constitue un ancrage primordial des « demandes sociales » justifiant les politiques publiques en la matière et peut être, comme dans cet exemple des marées noires, à l'origine de puissantes dynamiques revendicatives au sein de la société civile. On peut se demander si cette réticence des acteurs rencontrés à retenir les éléments relevant ce régime du « proche » comme des considérants valables pour discuter de la restauration de l'estuaire, ne constitue pas un point aveugle de celle-ci, alors même qu'ils appellent pour nombre d'entre eux à mobiliser le plus possible les « habitants » dans une approche participative tournant le dos à la « technocratie ». Or, les travaux conduits par A. Richard-Ferroudji (2008) sur divers dispositifs de gestion locale et participative de l'eau montrent combien l'engagement des acteurs peut être facilité par l'intégration, dans les dispositifs mis en place par l'action publique, d'une prise en compte des attachements familiaux des personnes à leur environnement.

Conclusion

La mise en discussion, auprès d'acteurs du territoire, d'images archétypales contrastées à l'horizon 2065 révèle ce qui se joue aujourd'hui dans la restauration de l'estuaire de la Seine. Produites avec des scientifiques, les images renvoient bien sûr à des enjeux de mise en œuvre (conception des actions de restauration) et de justification (évaluation de l'efficacité de ces actions) relevant de leur expertise. Cependant, l'analyse des entretiens conduits montre que cette expertise ne peut suffire à traiter ces enjeux : les choix des objectifs de restauration à l'aune desquels mesurer l'efficacité des actions, le rapport à la nature induit par la conception de ces actions, relèvent en eux-mêmes de choix de société à mettre en débat, débat dans lequel les scientifiques ont à prendre part mais qu'ils ne peuvent trancher seuls.

Surtout, cette analyse montre que ces images produites avec des scientifiques, bien que délibérément centrées sur leurs domaines de compétences (les fonctionnements écologiques et hydromorphologiques de l'estuaire, leur cohérence globale), mettent d'emblée en jeu des dimensions qui échappent à ceux-ci : la pertinence des choix techniques de restauration de l'estuaire vis-à-vis du contexte socioéconomique de long terme du territoire, la légitimité des modes de gouvernance qu'ils appellent, leur faisabilité financière et organisationnelle, voire leur capacité à préserver nos attachements intimes à l'estuaire.

Au total, l'analyse conduite montre combien le fait d'avoir choisi dans un premier temps de construire uniquement avec des scientifiques des images archétypales d'un estuaire restauré, dans le but de placer au centre de la réflexion collective son fonctionnement écologique et hydromorphologique, ne revient ni à ignorer les autres dimensions qui se jouent dans cette restauration (son contexte socioéconomique, les conditions de sa gouvernance), ni à court-circuiter la délibération politique nécessaire à sa définition pour dicter aux « décideurs », de

manière univoque et dans une perspective scientifique, ce qu'il conviendrait de faire. Au contraire, on constate que l'exercice permet de révéler avec précision, au-delà des discours généraux et des partis pris de principe, les enjeux à débattre, les choix à poser pour délibérer de manière éclairée de la restauration de l'estuaire de la Seine.

La clarification de ces enjeux ouvre en outre la voie à une réflexion sur ce qui est au cœur de la problématique du projet PERCEES : l'interface entre la production de connaissances scientifiques et la gestion de l'estuaire. En effet :

- quelles connaissances scientifiques doivent être produites, mobilisées et appropriées pour éclairer les choix pouvant être faits en matière d'objectifs de restauration, et dans l'optique de mieux mesurer leur cohérence avec les moyens techniques envisagés (enjeu 1) ?
- les développements contemporains des sciences, et notamment de l'écologie et de l'hydromorphologie, ne permettent-ils pas d'éclairer les débats quant aux rapports à la nature sous-jacents aux choix techniques, en nuanciant l'opposition apparaissant dans les entretiens entre une nature « maîtrisée » et une nature « laissée à elle-même » ? (enjeu 2)
- sur quelles qualités écologiques de l'estuaire faut-il concentrer l'effort scientifique pour assurer l'adéquation entre la restauration de l'estuaire et les besoins découlant du contexte socioéconomique dans lequel il s'inscrit (enjeu 3) ?
- quel doit être le rôle des scientifiques dans la gouvernance de l'estuaire, pour contribuer à ce qu'elle soit à la fois légitime (enjeu 4) et faisable en termes organisationnels (enjeu 6) ?
- en explicitant le « moteur » de la restauration de l'estuaire, notamment en distinguant « l'énergie naturelle » et « l'énergie anthropique » susceptibles d'alimenter ce moteur, les connaissances scientifiques ne permettent-elles pas également d'éclairer les débats sur la faisabilité financière de la restauration de l'estuaire, dans un contexte économique donné (enjeu 5) ?
- comment articuler les connaissances scientifiques avec le souci de préserver les attachements familiers et intimes à l'estuaire (enjeu 7), peu exprimés et, lorsqu'ils le sont, dans des champs sémantiques éloignés de celui de l'expertise scientifique ?

Sur un plan plus opérationnel, le travail conduit permet de poser de précieux jalons pour la suite du projet PERCEES, consistant désormais à co-construire avec des scientifiques et les autres acteurs du territoire des scénarios de restauration à l'horizon 2030. Les enjeux identifiés lors des entretiens, dont l'analyse est formalisée dans cette note, devront en effet être au cœur des scénarios à construire, de façon à ce que leur analyse comparative permettent *in fine* d'éclairer les débats à leurs sujets : de quels leviers, mis en scène dans les scénarios, disposons nous pour traiter correctement de ces enjeux ? Les options politiques auxquelles ils renvoient respectivement sont-elles toujours compatibles entre elles ? Comment imaginer une gouvernance à la fois légitime et efficiente ? etc. À ce stade de la démarche, et sans préjuger des choix méthodologiques qui seront faits avec le groupe prospectif, on peut imaginer différentes manières complémentaires de garantir que ces enjeux seront bien au cœur des scénarios à construire :

- en distinguant ces scénarios par des hypothèses contrastées mettant en scène différentes options liées à la restauration (choix d'objectifs écologiques, de logiques d'action induisant des rapports à la nature bien spécifiques, organisation institutionnelle...) auxquelles ces enjeux renvoient ;
- en distinguant ces scénarios par des hypothèses contrastées concernant le contexte général pesant sur ces enjeux (contexte politique conditionnant la gouvernance de l'estuaire, contexte socioéconomique conditionnant les besoins auxquels ses fonctionnalités écologiques seraient susceptibles de répondre, ...) ;
- en veillant à ce que la formalisation des images finales sur lesquelles déboucheront chacun des scénarios comprenne bien la description de la configuration de l'ensemble de ces enjeux, à l'horizon 2030.

Bibliographie

- Boltanski L., Thévenot L. (1991) : *De la justification, les économies de la grandeur*. Gallimard, Paris.
- Bouni C., Narcy J-B., Bouteloup C., Dufour A. (2009) : *Préjudices écologiques des marées noires : revendications et valeurs économiques*. Institut Océanographique.
- Bouteloup C. (2008) : *Amoco-cadiz 1978-2008, Mémoires Vives*. Cedre Editeur.
- Dodier N. (1993) : Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique, *Réseaux*, Vol. 11 n°62, pp. 63-85.
- Godard, O. (2004) : De la pluralité des ordres – Les problèmes d'environnement et de développement durable à la lumière de la théorie de la justification. *Géographie, économie, société*. Vol. 6 – n°3, Juil-sept 2004, pp. 303-330.
- Lafaye C., Thévenot L. (1993) : Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature. *Revue française de sociologie*. 34, pp. 495-524.
- Larrère C., Larrère R., (1997) : *Du bon usage de la nature, pour une philosophie de l'environnement*. Aubier, coll. Alto, Paris.
- Latour B. (1995) : Moderniser ou écologiser ? À la recherche de la septième cité. *Écologie politique* n°13, pp.5-27, 1995.
- Narcy J-B. (2004) : *Pour une gestion spatiale de l'eau, comment sortir du tuyau ?* Ed. Peter Lang.
- Richard-Ferroudji A. (2008) : L'appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau, composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements. Thèse de doctorat de l'EHESS. GSM, G-Eau, Cemagref.
- Thévenot L. (2006) : *L'action au pluriel, sociologie des régimes d'engagement*. La Découverte, Paris.